Les chiffres du mois

Selon le gouvernement birman, au moins **5** personnes sont mortes et **377 000** personnes ont été déplacées par les inondations entre fin juillet et début août. Nombre d'écoles sont encore fermées et la situation sanitaire demeure catastrophique.

Selon une étude menée par le Ministère du travail, de l'immigration et de la population,

1,3 millions d'enfants travaillent en Birmanie.

Les permis d'exploitation de **321 blocs** de pierres précieuses et jade arrivant à expiration au mois de septembre ne seront pas renouvelés. Le gouvernement souhaite réformer ce secteur très lucratif mais à l'origine de glissements de terrain meurtriers.

19 000 blocs disposent d'une licence dans le pays, dont certains jusqu'à 2021.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

Les événements clefs du mois

Remaniements au sein de l'USDP, Thein Sein démissionne mais ne part pas. Le parti politique issu de la junte militaire – l'USDP – s'est réuni au mois d'août pour 3 jours de conférence. Celle-ci a donné lieu à des remaniements internes importants et à des élections pour désigner son nouveau leader politique. A la surprise générale, Thein Sein, président de la Birmanie entre 2011 et 2016 et leader du parti depuis moins d'un an, a donné sa démission. C'est Than Htay, ancien Brigadier général de l'armée birmane et ministre des rails, des transports ferroviaires et de l'énergie sous le gouvernement de Thein Sein, qui l'a remplacé. Les birmans s'attendaient à ce que l'USDP essaie de se doter d'une nouvelle image avant les élections partielles de début 2017, par contre ils n'ont pas plus d'information sur le nouveau leader du parti et sur la direction que celui-ci envisage de prendre. Pour l'instant, il a seulement constitué un nouveau comité formé de 9 membres qui sera dirigé par Thein Sein.

Les ministères annoncent leurs réalisations en 100 jours. Au mois d'aout, le ministère de l'information a organisé une série de conférences à Naypyidaw pour mettre en valeur les avancées des 22 ministères pendant les 100 premiers jours du gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie. Les progrès constatés sont clairement en ligne avec les objectifs du précédent régime mais ni le bureau du président ni le ministre de la défense n'ont participé aux conférences. Quelques exemples d'accomplissements annoncés :

- Le Ministère de l'électricité et de l'énergie a mis en avant l'installation de nouvelles lignes hautes tension dans plusieurs villes ainsi que son projet d'électrification de 1,7 millions de foyers en 5 ans.

- Le Ministère des affaires frontalières a communiqué sur les progrès réalisés sur l'accès à l'eau potable mais est resté très vague sur la situation des personnes déplacées dans l'État d'Arakan qui est pourtant une urgence humanitaire de taille.

- Le Ministère des affaires étrangères a recensé les nouvelles relations bilatérales conclues avec les pays de l'ASEAN et a déclaré qu'une partie des noms de la célèbre blacklist birmane avait été supprimée. Cette liste, réalisée sous la junte militaire, concerne les citoyens birmans comme les activistes étrangers ou en exil. La suppression de certains noms est un premier pas mais ne concerne que 7% des personnes présentes sur la liste. Par ailleurs, tous les noms concernés par la black liste n'ont pas été publiés et le statut des personnes qui ont été retirées n'est pas connu.

- Le Ministère du travail, de l'immigration et de la population a déclaré que le processus de vérification de la citoyenneté était une priorité. 7 957 personnes en Birmanie et 2 223 dans des districts de l'État d'Arakan ont obtenu des cartes de vérification après avoir participé au processus. La faiblesse de ces chiffres témoigne de la lenteur d'un processus complexe et controversé.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

- Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation a parlé des prêts accordés aux agriculteurs, de mesures pour prévenir les inondations et les sécheresses et d'une nouvelle loi sur les forêts. Il souhaite également développer un processus d'évaluation des répercussions environnementales pour les secteurs du gaz naturel, de l'essence et de l'énergie hydroélectrique.

Les conflits armés se poursuivent dans les États Shan et Kachin. En août, les combats étaient moins nombreux à la veille de la Conférence de paix (Panglong). Cependant, les hostilités se poursuivent dans l'État Shan entre l'Armée Shan du Sud et l'Armée Ta'ang, ainsi que dans l'État Kachin.

Un puissant séisme touche Bagan. Un séisme d'une magnitude de 6.8 a frappé la région de Magwe le 24 août. Trois personnes sont mortes et 400 pagodes ont été abîmées à Bagan. Ses effets ont été ressentis jusqu'aux pays frontaliers, en Thaïlande, en Inde et au Bangladesh. Le Président Htin Kyaw s'est rendu à Bagan afin de rencontrer le Ministre des affaires culturelles et religieuses Thua Aung Ko et le premier ministre de la région Zaw Myint Maung. Ces derniers ont affirmé que les pagodes seraient restaurées par des experts locaux, travaillant en collaboration avec l'UNESCO.

Malgré la promesse d'évaluation des barrages, les constructions sur la rivière Salween restent une préoccupation urgente. Dr Htun Wain, Ministre adjoint de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Irrigation, a annoncé au parlement le 2 août dernier qu'il y aurait une évaluation de tous les barrages de Birmanie, afin de mesurer leur rapport coût-efficacité et leurs bénéfices sur le long terme. En dépit de cette décision, la construction de barrages sur la rivière Salween inquiète la population de l'Etat Shan. Sai Khur Hseng, de l'Organisaton Environnementale Shan Sapawa rappelle : « Quand tous les yeux étaient braqués sur le projet de barrage Myitsone, la Birmanie a discrètement bradé la rivière Salween ». Le 17 août, 26 organisations ont adressé une lettre ouverte à Aung San Suu Kyi, appelant à suspendre 6 projets de barrages le long de la rivière Salween, exposant certains risques tels que les conséquences des séismes, l'intensification des conflits armés ou les dommages agricoles. Plusieurs manifestations ont eu lieu et les communautés Shan dénoncent la construction de barrages malgré les potentiels effets négatifs sur le processus de paix ainsi que l'absence d'Étude d'Impact Environnemental (EIA) appropriée.

Nouvelle manifestation d'ouvriers pour leurs droits. Plus de 100 employés d'une usine de machines agricoles de la région de Rangoon ont organisé une manifestation contre le groupe Young Investment Group Indistry Co Ltd (YIG), affirmant que l'entreprise a licencié presque tous ses employés sans aucune raison. Les manifestants accusent l'entreprise publique devenue privée sous le gouvernement précédent d'avoir déshonoré les termes de ses contrats. Lors du transfert du public au privé, elle aurait diminué progressivement le nombre d'employés de 69 à 6.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

Les focus du mois

Un bilan mitigé de la conférence de paix en Birmanie

La conseillère d'Etat Aung San Su Kyi a fait de la réconciliation nationale son principal objectif politique. Pour cela, elle a dédié ses premiers mois à l'organisation de la Conférence de Panglong du XXIe siècle qui a eu lieu du 31 août au 3 septembre. La Ligue Nationale pour la Démocratie a réussi à réunir autour d'une table les différents acteurs concernés : le gouvernement, le parlement, l'armée birmane, 17 groupes ethniques armés dont certains n'ont pas signé l'accord de cessez-le-feu du précédent gouvernement, des partis politiques, des organisations ethniques ainsi que quelques observateurs de la société civile.

Chaque représentant disposait de dix minutes pour exprimer ses attentes quant au dialogue politique. 72 représentants des différentes parties prenantes ont ainsi eu l'opportunité de s'exprimer à tour de rôle, ce qui a poussé de nombreux participants à dénoncer l'absence de débat pendant ces négociations. Ils ont essentiellement évoqué l'établissement d'une Union Fédérale démocratique, les questions de sécurité et de désarmement, la participation des femmes, l'amélioration de l'égalité ethnique, la souveraineté ou encore le droit à l'auto-détermination. De nombreux appels ont également été lancés pour rappeler le besoin urgent de réviser la constitution de 2008. L'UNFC – qui représente les groupes ethniques armés n'ayant pas signés l'accord de cessez-le-feu du précédent gouvernement – a proposé la réorganisation des forces armées nationales sous une administration civile.

La Tatmadaw a profité de l'occasion pour rappeler l'importance de son rôle dans l'actuel gouvernement et de fait dans le processus de paix. Elle a tout d'abord empêché la participation des armées Kokang, Ta'ang et

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

d'Arakan, avec lesquelles elle est en conflit. Puis lors de son intervention, l'armée birmane a précisé que la fondation d'une Union Fédérale Démocratique ne pourrait se faire que sur la base de la constitution de 2008 ainsi que sur les principes de l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2015.

Initialement prévue pour cinq jours, la conférence n'a finalement duré que 4 jours, illustrant les difficultés auxquelles devront faire face les organisateurs des prochaines conférences de paix pour que les négociations avancent. Par ailleurs, de nombreuses confusions logistiques ont eu lieu pendant la Conférence de Panglong et ont provoqué un sentiment d'inégalité chez les leaders ethniques. La puissante Armée Wa, invitée comme participante, s'est vue reléguée au statut d'observateur et a décidé de se retirer des négociations dès le 2ème jour. Lors du diner gouvernemental officiel, les représentants Karens et Kachins ont obtenu des tables au second rang, alors que tous les autres représentants se trouvaient au premier rang. Si ces erreurs semblent mineures, le contraste entre les statuts renforce les disparités.

Les membres des organisations de la société civile bénéficiaient d'un simple statut d'observateur et répondaient au nombre de 50, un nombre encore faible et un statut qui ne leur a pas permis de prendre part aux négociations. Alors que la société civile a un réel rôle à jouer au sein même du processus de paix, le gouvernement prévoit un forum qui se tiendrait avant la prochaine rencontre des négociations, pendant lequel ses membres pourraient présenter leurs opinions et leurs suggestions. Si l'attention est louable, ses représentants s'accordent à dire que leur participation doit être plus active. Ban Ki Moon, présent lors de la cérémonie d'ouverture, a également évoqué la nécessité de favoriser la participation des femmes.

Comme c'était attendu, aucune décision n'a été prise lors de la Conférence de Panglong si ce n'est qu'une prochaine rencontre aura lieu dans six mois. Entre temps, les différents acteurs devraient se retrouver afin d'amorcer le dialogue politique national en finalisant son cadre, au niveau régional et étatique. Lors de la séance de clôture, le gouvernement a encouragé les groupes ethniques armés à signer l'Accord de cessez-le-feu National avant la prochaine conférence. En effet, ils ne pourront prendre part aux prochaines négociations de paix s'ils n'acceptent pas de le signer. De leur côté, des représentants de l'Armée Kokang urgent le gouvernement d'assurer l'inclusion de l'Alliance de Nord (l'Armée Arakan, l'Armée Ta'ang et l'armée Kokang).

En Birmanie, Kofi Annan à la tête d'une commission controversée sur la situation des Rohingyas

Le gouvernement birman a formé une commission consultative destinée à trouver une solution durable pour la minorité rohingya et à garantir la sécurité des résidents de l'État d'Arakan. Aung San Suu Kyi, connu pour son silence sur la question, a choisi de nommer l'ancien secrétaire des Nations Unies, Kofi Annan, pour présider cette commission. Composée de six membres birmans et de trois membres de la communauté internationale, elle devra analyser la situation des violations de droits humains dans l'État d'Arakan pour établir les faits et identifier les solutions possibles.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

Si la mise en place de cette commission a été saluée par la société civile birmane et plusieurs responsables politiques internationaux, les organisations rohingyas et un grand nombre d'organisations internationales ont fait part de leurs inquiétudes. En effet, l'un des objectifs principaux de cette mission est de rendre, dans un an, un rapport qui évaluera objectivement les faits, identifiera ceux qui perpétuent les abus et présentera des recommandations claires pour protéger la minorité. Toutefois, la situation est alarmante et nécessite la mise en place de mesures urgentes pour que les violences et discriminations cessent avant la publication du rapport de la commission. Les organisations appellent le gouvernement birman à lever dès maintenant toutes les restrictions humanitaires dans l'État d'Arakan, à autoriser l'accès de la minorité aux services de bases comme l'éducation et la santé et à lever l'interdiction de déplacement imposée aux rohingyas. Par ailleurs, elles soulignent l'échec du gouvernement à nommer un commissionnaire rohingya.

Le premier voyage de la commission dans l'État d'Arakan a eu lieu le 6 et le 7 septembre. Cette première étape avait pour objectif d'améliorer les relations entre les communautés bouddhistes et musulmanes grâce à la rencontre des leaders religieux, des organisations de la société civile arakanaise, des déplacés internes et des parlementaires. Il devait aussi leur permettre d'identifier les besoins des différents acteurs.

La visite de Kofi Annan dans l'Arakan a été perturbée par plusieurs centaines de bouddhistes nationalistes qui ont manifesté dès son arrivée à Sittwe – la capitale de l'État d'Arakan –, arguant que la présence, au sein de la Commission, de trois membres non-birmans provoquerait des interférences dans les affaires internes du pays. Le 30 août, le Parti National d'Arakan avait par ailleurs lancé une proposition parlementaire demandant à ce que les trois experts non birmans soient remplacés par des spécialistes locaux. Si cette proposition n'a pas été approuvée par le parlement et que le gouvernement a rappelé que la présence de ces membres était due à la pression grandissante de la communauté internationale, elle dévoile les fortes tensions autour de la question. De nombreux membres du parlement, notamment du Parti National d'Arakan, se sont dits inquiets à l'idée que la commission puisse pousser le gouvernement à attribuer la citoyenneté aux Rohingyas, allant ainsi à l'encontre de la loi de 1982 sur la citoyenneté. Le porte-parole de la Ligue Nationale pour la Démocratie, Zaw Htai, a précisé que le gouvernement travaillerait en accord avec la constitution et les lois actuelles, ajoutant que le gouvernement n'était en aucun cas obligé de suivre toutes les suggestions de la commission. Cette intervention témoigne du peu d'implication du gouvernement birman sur cette question et fait craindre que la commission dirigée par Kofi Annan ne soit surtout une façon de gagner du temps auprès de la communauté internationale.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org